



**Moha Ennaji (dir.)- *Minorities, Women and the State in North Africa* (New Jersey: The Red Sea Press, 2016), 320p.**

Les mobilisations protestataires qui secouent depuis plusieurs mois déjà la région du Rif placent la thématique abordée par cet ouvrage collectif au cœur de l'actualité politique et sociale du Maroc. Sous des drapeaux amazighs, les populations de cette région longtemps marginalisée par les pouvoirs publics lancent des appels pour plus de justice sociale et une meilleure répartition des ressources au niveau national. Les revendications portées par le mouvement, les symboles mobilisés par ce dernier mais aussi les réactions des pouvoirs publics rappellent la pluralité des enjeux et conflits qui entourent la politisation de la différence sur la base de critères tels que la langue, la région, l'ethnie, la religion ou encore le genre. Cet ouvrage collectif publié en 2016 permet de situer certains de ces processus de différenciation dans le temps long, abordant tout particulièrement la question des minorités et des femmes dans les Etats d'Afrique du Nord.

Dans l'introduction générale de l'ouvrage, Moha Ennaji présente les hypothèses et questions transversales aux 14 chapitres qui composent cet ouvrage structuré en six parties. Il y met tout particulièrement l'accent sur l'impact des mobilisations protestataires qui ont secoués l'Afrique du Nord en 2011. Il note que ces événements ont certes profondément marqué la région et nourrit les espoirs de démocratisation et d'application des principes d'égalité mais qu'ils représentent aussi des moments critiques, voire dangereux, pour les femmes et pour les représentants de minorités (notamment berbères et coptes). L'ouvrage se propose donc de mettre en lumière les problèmes et injustices auxquels ces catégories font face en s'arrêtant notamment sur les stratégies mises en application par les organisations de la société civile mais aussi par l'Etat pour mieux intégrer ces catégories sociales et pour garantir le respect de la diversité culturelle. L'introduction est d'ailleurs suivie par un

chapitre conceptuel qui compose à lui seul la première partie du livre. Dans ce premier chapitre, l'anthropologue Kevin Dwyer réfléchit aux conditions permettant le dialogue dans des contextes où l'on assiste à un "conflit de valeurs" et où différentes conceptions des droits humains se rencontrent et s'opposent.

Précisons ici que même si l'introduction insiste sur la période des "printemps arabes," l'apport des chapitres se situe à un tout autre niveau. La période qui entoure 2011 est en effet peu développée. La plupart des chapitres (bien que pas tous) se concentrent plutôt sur des époques précédentes et abordant différents exemples et catégories sociales: les berbères ou amazighs, les coptes, les populations noires ou d'origine sub-saharienne et, enfin, les femmes. Je reviendrai dans ce qui suit sur les principaux enseignements tirés pour chacune de ces catégories.

La première thématique concerne les expériences berbères dans les pays du Maghreb. Les populations berbères ou Amazigh se trouvent en effet au cœur de quatre des chapitres qui composent l'ouvrage. Dans le chapitre 2, le linguiste Abderrezak Dourari traite des Amazighs en Algérie. L'auteur met en évidence le contraste entre, d'une part, la pluralité linguistique et culturelle qui caractérise l'histoire complexe de cette région et, d'autre part, le discours hégémonique qui attribue à la population algérienne une identité avant tout arabe et musulmane; un discours qui serait le fruit de politiques datant de la période coloniale puis de l'imposition de l'Arabe comme langue dominante au lendemain de l'Indépendance. Dans le chapitre suivant, Mathew Andrews et Moha Ennaji comparent le cas marocain et algérien, réfléchissant aux facteurs qui ont favorisé l'émergence d'un "printemps berbère" en Algérie en 1980 alors qu'au Maroc, un tel mouvement n'a pas vu le jour. A travers la comparaison de ces deux expériences différentes, les deux auteurs démontrent que les politiques d'arabisation ne peuvent, à elles seules, expliquer l'émergence de revendications berbères; de telles politiques ayant été mises en œuvre dans les deux pays après l'Indépendance. En Algérie, un autre facteur a été décisif: les politiques d'éducation héritées de la période coloniale qui ont contribué à exclure les populations Kabyles berbérophones des emplois dans la fonction publique et dans le secteur de l'enseignement.

Dans le chapitre 4, Moha Ennaji revient plus particulièrement sur le cas marocain, décrivant les facteurs qui ont contribué à la marginalisation et à l'exclusion des populations berbères au Maroc. A travers sa contribution, l'auteur montre qu'au-delà des différences linguistiques, c'est avant tout l'articulation complexe d'enjeux politiques, sociaux et économiques qui explique les conflits qui opposent populations berbérophones et arabes. Le chapitre 5 apporte une dimension additionnelle au débat. Le

linguiste Abderrahmane El Aissati y traite du rôle joué par internet et plus particulièrement par les médias sociaux dans la fabrique d’un discours sur la langue et l’identité amazigh. L’auteur montre comment le développement de ces médias a offert une nouvelle plateforme permettant l’émergence de communautés transnationales d’internautes berbérophones et le renforcement d’un discours qui promeut la cause Amazigh.

Plusieurs autres chapitres diversifient la perspective en introduisant la question du multiculturalisme et en intégrant d’autres groupes minoritaires: les coptes et les populations noires d’origine sub-saharienne. Ainsi, dans le chapitre 11, le politologue et consultant politique Dirk Vanderwalle s’arrête sur les droits des minorités en Libye après la chute du régime de Kadhafi. L’auteur conclut que le nouveau contrat social ne favorise pas une meilleure inclusion des minorités dans le pays, et ce, en raison de la guerre civile mais aussi en raison des enjeux économiques et politiques liés à la répartition de la manne pétrolière. Le politologue Mohammad Sawani offre une description plus détaillée du cas Libyen, pays qui compte différentes minorités : les Amazighs, les Tuaregs et les Toubous (ou Tibus) d’origine sub-saharienne. Sous le régime de Kadhafi, ces différentes populations étaient soumises à une politique d’arabisation stricte qui contribuait à les marginaliser. Pour dépasser les conflits résultant de cette situation, l’auteur insiste sur la nécessité de promouvoir, aujourd’hui, le multiculturalisme comme principe de base d’une citoyenneté inclusive.

L’historien Chouki El Hamel s’intéresse plus particulièrement aux divers statuts des populations noires au Maroc. Dans le chapitre 13, il retrace les modes ambivalents d’assimilation de ces derniers au fil de l’histoire du pays et leur marginalisation qui se poursuit jusqu’à nos jours. Les populations noires sont aussi au cœur du chapitre 14 dans lequel l’historienne Madina Touré se concentre plus particulièrement sur le cas mauritanien où l’identité arabe est aujourd’hui mise en avant alors même que le pays est composé de cinq principaux groupes ethniques différents qui sont le fruit de l’histoire complexe de ce pays situé entre l’Afrique du Nord et l’Afrique subsaharienne. Dans le chapitre 10, la chercheuse Marlyn Tadros, s’intéresse à la situation des coptes en Egypte. Elle y retrace l’histoire de leur implication politique depuis le début du XX siècle en mettant tout particulièrement en lumière leur relation conflictuelle et leur méfiance vis-à-vis des frères musulmans jusqu’à aujourd’hui.

Cet ouvrage offre, enfin, quatre chapitres traitant des droits des femmes en Afrique du Nord. Lilia Labidi, anthropologue et psychanalyste, s’interroge dans le chapitre 6 sur le silence qui entoure la marginalisation sociale et politique des femmes en Tunisie. Les exemples que l’auteure

utilise sont variés: la participation (restée invisible) dans la lutte pour l'Indépendance de femmes n'appartenant pas à l'élite citadine, le nombre encore rare de films mettant en scène les situations douloureuses que vivent les femmes dans la société et enfin les immolations par le feu de femmes en 2011 et qui représentent, pour l'auteur, de nouvelles figures (méconnues) du féminisme tunisien. La contribution de Khedija Arfaoui, militante féministe et chercheuse en littérature et civilisation américaine, s'intéresse également au contexte tunisien, mettant l'accent sur la situation des femmes trois ans après la révolution. Si la situation a changé en Tunisie, conclut-elle, ce n'est pas à l'avantage des femmes qui sont confrontées à de la violence et à de nouvelles restrictions imposées par les acteurs islamistes. Au Maroc, observe la linguiste Fatima Sadiqi dans le chapitre 8, l'image stéréotypée des femmes que projettent les médias contraste avec leur présence active sur la sphère publique. Contrairement aux avancées qu'a connues le pays en termes de droits et de participation des femmes, ces dernières continuent à apparaître dans les médias comme des victimes, faibles et dociles. Après nous avoir offert un historique de la mobilisation des femmes en Egypte, Sherifa Zuhur, enfin, conclut que les avancées effectives en termes de droits et de participation des femmes rencontrent encore de nombreux obstacles. Ces obstacles émanent principalement, explique l'auteure, des organisations islamistes et salafistes qui limitent les droits des femmes et ce tout particulièrement depuis le printemps arabe.

L'apport de cet ouvrage est double. Il permet d'une part de mieux contextualiser la production des "minorités" en Afrique du Nord, éclairant les enjeux sociaux, économiques et politiques qui contribuent à façonner les différentes catégories qui se trouvent au cœur de cet ouvrage. Le lecteur est particulièrement interpellé par les paradoxes que les auteurs mettent en évidence entre des représentations d'une arabilité dominante d'une part et, d'autre part, de réalités sociales, culturelles et linguistiques qui sont hautement plus complexes. Il en va de même du contraste mis en lumière par les auteurs entre, d'une part, des représentations d'une féminité fragile et victimisée et, d'autre part, les multiples formes d'engagement public de femmes en Afrique du Nord.

Au terme de la lecture de cet ouvrage, un certain nombre de questions restent ouvertes et pourraient faire l'objet d'une interrogation plus approfondie dans l'avenir. L'ouvrage juxtapose la catégorie des "femmes" et celle des "minorités." Pourquoi ne pas interroger dans un deuxième temps le statut des femmes à l'intérieur de ces mêmes groupes minoritaires identifiés? Cette question nous amène à réfléchir, plus généralement, aux inégalités, conflits et tensions qui pourraient exister au sein même des minorités qui font l'objet

de cet ouvrage. Plusieurs des contributeurs tendent en effet d’appréhender les groupes étudiés comme des catégories homogènes, porteuses de caractéristiques communes et généralisées à l’ensemble du groupe: de par leur marginalisation, exclusion, pauvreté ou invisibilisation, ces groupes seraient *per se* enclins au multiculturalisme, porteurs d’un projet libéral et égalitaire, agents de démocratisation, œuvrant contre l’autoritarisme de certains régimes, la corruption et les pratiques clientélistes. En cela, ils s’opposeraient à d’autres groupes qui apparaissent tout aussi homogènes comme l’Etat, les islamistes ou encore les populations arabes. Qu’en est-il des inégalités inhérentes à ces groupes portant le statut de “minorités”? Que se passerai-t-il si, par exemple, on incluait dans l’analyse d’autres caractéristiques (comme l’âge ou le sexe) ou d’autres sources d’appartenances (comme la famille, la région, la classe ou encore la profession)? Quelles inégalités internes aux groupes observerions-nous? Par ailleurs, dans quelle mesure appréhender les “minorités” comme des “agents de démocratisation” nous permet de penser des contextes où des régimes politiques de type autoritaire sont dirigés par un groupe dit minoritaire (comme par exemple les alaouites en Syrie)? Que faire, enfin, des conflits inhérents à tout projet de construction d’une société qui se veut “multiculturelle,” conflits qui peuvent être à la fois des sources d’exclusion et des espaces de socialisation? Mais si l’ouvrage *Minorities, Women, and the State in North Africa* ne nous éclaire pas sur ces questions, il offre pourtant une perspective diversifiée sur le statut des minorités dans la région et un bon point de départ à l’élaboration de nouvelles pistes de réflexions.

**Yasmine Berriane**  
Enseignante chercheuse  
Université de Zurich